

Numéro 41 - 31 juillet 2023

**Continuons de faire bloc avec les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique !**

## **Percée dans le conflit portuaire en Colombie-Britannique**



Rassemblement des travailleurs portuaires en grève à Vancouver, 9 juillet 2023

**Arrêtez de payer les riches !**

- **Le monde croule sous la dette envers les riches**

– K.C. Adams –

---

**Continuons de faire bloc avec les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique !**

## **Percée dans le conflit portuaire en Colombie-Britannique**

Le 30 juillet, juste après 22 h 00 HAP, le Syndicat international des débardeurs et des magasiniers du Canada (ILWU) a publié une déclaration conjointe avec l'Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique (BCMEA) annonçant qu'ils avaient négocié une entente de principe dans le conflit de travail concernant 30 terminaux portuaires dans la province avec « l'aide du Conseil canadien des relations industrielles ».

Le syndicat recommande à ses membres de ratifier l'entente. Les deux ententes de principe précédentes n'ont pas été approuvées par les travailleurs portuaires. Aucun détail n'a été divulgué et la date du vote de ratification de l'ILWU n'a pas été annoncée publiquement.



Les négociations qui ont mené à l'entente de principe se sont déroulées sous la menace d'un recours aux pouvoirs de police contre les grévistes. L'« aide » du Conseil canadien des relations industrielles dans les négociations s'est faite sur les instructions du ministre fédéral du Travail, Seamus O'Regan, qui lui a ordonné de déterminer si un règlement négocié était possible, en précisant que dans le cas contraire, il devait utiliser les pouvoirs de police du gouvernement pour « imposer un arbitrage définitif et contraignant ». Il a également déclaré que la décision du premier ministre Justin Trudeau, prise le 19 juillet, de rencontrer le « Groupe d'intervention en cas d'incident », une décision qui, selon Radio-Canada, est habituellement réservée aux moments de crise nationale, montrait que « le gouvernement est prêt pour toute option et éventualité ».

Dans un style typique de ceux qui refusent de tenir compte du bien-être des travailleurs canadiens, Seamus O'Regan a déclaré : « L'incertitude ne peut pas continuer. Bien que nos ports de la Colombie-Britannique fonctionnent actuellement, nous avons besoin de stabilité à long terme pour les nombreux travailleurs et entreprises qui en dépendent. »

La majorité des 7 400 travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique avait voté contre l'entente précédente proposée par le gouvernement. La majorité a dit « Non ! » au règlement proposé par le gouvernement parce qu'il ne répondait pas à une ou plusieurs de leurs principales revendications. Leurs principales revendications sont bien connues et se résument à : un ajustement des salaires pour faire face à l'inflation des prix, l'arrêt de la sous-traitance de leur travail et leur mot à dire et un contrôle sur l'introduction de l'automatisation. Dans un communiqué publié le 28 juillet, l'ILWU déclare que les travailleurs exigeaient un accord qui « fonctionne » pour eux et pour l'industrie.

En rejetant la convention proposée par le gouvernement, les travailleurs portuaires ont maintenu leur refus d'être considérés comme des moyens de production jetables pour le profit de quelques-uns. Ils ont droit à la sécurité d'emploi, à la sécurité à la retraite et à un niveau de vie acceptable pour eux-mêmes et pour la communauté. Leurs droits ne peuvent être supprimés et pourraient être satisfaits à l'heure actuelle par l'insertion dans leur convention collective de clauses qui répondent à leurs exigences.

L'Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique, les médias contrôlés par les monopoles, certains politiciens et groupes de la grande entreprise ne cessent de répéter leur désir de voir le gouvernement Trudeau criminaliser la lutte des travailleurs portuaires et légiférer une convention collective contraignante sans l'approbation des travailleurs.

Les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique ont reçu un grand soutien national et

international. Ils rejettent avec mépris toute manœuvre dictatoriale du gouvernement. Les travailleurs de tout le pays exigent des règlements obtenus par des négociations et acceptables pour les travailleurs. Dans le cas des travailleurs portuaires, il s'agit de leurs trois principales revendications.

La criminalisation des travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique et l'imposition des termes d'une convention par décret ont été condamnées d'un bout à l'autre du pays. Si les riches et leurs porte-parole politiques veulent éviter des perturbations encore plus importantes de l'économie, aujourd'hui et à l'avenir, il est en leur pouvoir de s'assurer qu'ils répondent aux réclamations que les travailleurs sont en droit de faire.

Les travailleurs sont des êtres humains productifs dont les droits doivent être respectés !

*Continuons de nous tenir unis avec les travailleurs portuaires de la Colombie-Britannique dans leur juste lutte !*



Les travailleurs portuaires de St. John's (Terre-Neuve) tiennent un rassemblement de soutien aux débardeurs de la Colombie-Britannique, le 9 juillet 2023.



**Arrêtez de payer les riches !**

## **Le monde croule sous la dette envers les riches**

– K.C. Adams –

Les Nations unies ont publié un rapport alarmant sur l'endettement croissant des gouvernements du monde entier. La dette des administrations publiques a été multipliée par cinq depuis 2000, pour atteindre le chiffre record de 92 000 milliards de dollars (US) en 2022, soit une hausse plus rapide que le PIB mondial, qui a triplé au cours de la même période. La croissance du PIB est principalement attribuée à la transformation des pays en développement, qui sont passés d'une petite production rurale à une grande production industrielle socialisée en milieu urbain. Soixante-dix pour cent de la dette publique mondiale est détenue par les centres impérialistes, les États-Unis arrivant largement en tête avec 32 500 milliards de dollars, soit environ un tiers de la dette publique mondiale totale.

La croissance rapide des paiements d'intérêts, qui dépassent les autres dépenses publiques, est

particulièrement préoccupante en ce qui concerne la dette publique mondiale. Le rapport des Nations unies indique qu'un nombre croissant de pays se retrouvent piégés dans une situation où leur développement et leur capacité à gérer la dette sont compromis.

Certains gouvernements sont contraints de dépenser davantage pour le service de la dette que pour des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, d'autres programmes sociaux et les infrastructures nécessaires. Au moins 19 pays en développement consacrent plus de fonds publics au paiement des intérêts qu'à l'éducation, et 45 consacrent plus d'argent aux intérêts qu'aux dépenses de santé. Un ensemble de 48 pays en développement comptant 3,3 milliards d'habitants, soit près de la moitié de l'humanité, subissent des paiements d'intérêts annuels qui dépassent les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation ou à d'autres investissements nécessaires au développement.

Dans ce contexte, les pays africains paient en moyenne quatre fois plus pour leurs emprunts que les États-Unis et huit fois plus que l'Allemagne. La moitié des pays en développement consacrent au moins 7,4 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette publique extérieure.



### **Privatisation des prêts et de la dette**

Les créanciers multilatéraux tels que le FMI et la Banque mondiale perdent de leur importance en tant que créanciers, les cartels privés prenant le contrôle des prêts mondiaux. Le recours croissant aux prêteurs privés, tels que les détenteurs d'obligations, les banques, les cartels d'investissement et autres prêteurs privés, s'est traduit par une dette plus coûteuse, des échéances plus courtes et une restructuration de la dette plus compliquée en cas de crise.

Au cours des dix dernières années, la part de la dette publique extérieure due aux créanciers privés a augmenté dans toutes les régions, représentant 62 % de la dette publique extérieure totale des pays en développement en 2021, contre 47 % il y a dix ans. Le rapport laisse entendre que la part croissante de la dette publique due à des créanciers privés présente deux défis : emprunter auprès de sources privées est plus coûteux que les financements concessionnels (assortis de conditions) provenant de sources multilatérales et bilatérales, et la complexité croissante de la base des créanciers rend plus difficile la réussite d'une restructuration de la dette lorsque cela s'avère nécessaire. Il n'existe actuellement aucun mécanisme permettant d'aborder la question de la restructuration de la dette entre les différentes catégories de prêteurs privés et multilatéraux. Les retards et les incertitudes augmentent les coûts de résolution des crises de la dette. Le rapport indique que 52 pays au total, soit près de 40 % du monde en développement, connaissent de « graves problèmes d'endettement ».

### **Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres**

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a commenté le rapport en ces termes : « La moitié de notre monde s'enfonce dans un désastre en matière de développement, alimenté par une crise de la dette écrasante. » Ces niveaux d'endettement insoutenables sont un « échec systémique » résultant de « l'inégalité de l'ère coloniale intégrée dans notre système financier mondial obsolète »,

a expliqué le chef de l'ONU. La dette est devenue « un piège qui génère simplement plus de dette », a-t-il déclaré.

Les pays les plus pauvres dépendent de plus en plus de créanciers privés qui imposent des taux d'intérêt très élevés et se voient contraints d'emprunter davantage « pour leur survie économique ». Antonio Guterres déplore que la moitié de l'humanité vit dans des pays qui sont contraints de dépenser davantage pour le service de leur dette que pour des « investissements essentiels » tels que la santé, l'éducation et les « objectifs de développement durable ou la transition énergétique, qui n'est rien de moins qu'un désastre en matière de développement. [...] Et pourtant, parce que ces dettes insoutenables sont concentrées dans les pays pauvres, elles ne sont pas considérées comme un risque systémique pour le système financier mondial », a ajouté le secrétaire général des Nations unies.

Le rapport souligne que les pays en développement sont très exposés aux chocs extérieurs parce qu'ils doivent rembourser leurs dettes en devises étrangères, principalement en dollars américains. Il précise que les pays en développement qui dépendent fortement de l'exportation de leurs ressources naturelles ne peuvent pas faire face à l'augmentation des paiements d'intérêts. La part de la dette publique extérieure par rapport aux exportations est passée de 71 % en 2010 à 112 % en 2021. La moitié des pays en développement consacrent au moins 7,4 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette publique extérieure, contre 3,9 % en une décennie. À titre de comparaison, l'accord de Londres de 1953 sur la dette de guerre de l'Allemagne limitait à 5 % le montant du revenu brut des exportations pouvant être consacré au service de la dette extérieure (publique et privée) afin de ne pas compromettre la reprise.

Actuellement, la moitié des pays en développement consacrent plus de 1,5 % de leur PIB et 6,9 % de leurs recettes publiques aux paiements d'intérêts, ce qui représente une forte augmentation au cours de la dernière décennie, selon le rapport. L'augmentation des paiements d'intérêts est un problème généralisé et insoutenable. Le nombre de pays où les paiements d'intérêts représentent 10 % ou plus des recettes publiques est passé de 29 pays en 2010 à 55 en 2020.

Au cours de la dernière décennie, les paiements d'intérêts ont augmenté plus rapidement que les dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation, aux infrastructures et à d'autres investissements nécessaires. L'augmentation rapide des paiements d'intérêts réduit les dépenses dans ces domaines clés.

L'augmentation de la dette des pays en développement auprès des prêteurs internationaux serait principalement due à un manque d'accumulation interne de revenus publics et à l'absence d'autres sources de financement. La situation a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, l'inflation des prix et les coûts associés aux changements climatiques. En conséquence, le nombre de pays confrontés à des niveaux d'endettement élevés a fortement augmenté, passant de seulement 22 pays en 2011 à 59 pays en 2022. La dette publique totale des pays en développement est passée de 35 % du PIB en 2010 à 60 % en 2021. La dette publique extérieure, c'est-à-dire la part de la dette publique due à des créanciers étrangers, a augmenté au cours de la même période, passant de 19 % à 29 % du PIB.

Les pays en développement sont confrontés à des défis supplémentaires en raison des niveaux élevés de la dette publique extérieure, principalement détenue en devises américaines ou dans d'autres devises impérialistes. Cela les rend plus vulnérables aux chocs extérieurs. Si l'on compare les niveaux d'endettement croissants des pays en développement à leur capacité à générer des devises étrangères par le biais des exportations, on constate qu'ils sont incapables d'acquiescer des revenus suffisants pour assurer le service de leurs obligations au titre de la dette extérieure. Lorsque les conditions financières mondiales changent, comme lors de la crise économique de 2008 ou de la récente pandémie et de l'inflation des prix, les investisseurs internationaux deviennent plus « prônes à ne pas prendre de risques » et exigent des conditions plus strictes et des intérêts plus élevés. De même, lorsque la devise d'un pays se dévalue, les paiements de la dette en devises étrangères

peuvent monter en flèche, ce qui laisse encore moins d'argent pour les programmes sociaux et le développement nécessaire.

L'« échec systémique » des relations économiques mondiales et la crise mondiale croissante de la guerre et de la pauvreté soulignent la nécessité d'une nouvelle direction des affaires économiques et politiques internationales. Le rêve d'une humanité unique vivant ensemble dans le respect mutuel et le développement pour le bien commun peut et doit devenir réalité.

*(Pour le rapport complet des Nations unies, voir : [A World of Debt](#), UNCTAD)*



---

**[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)**